

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages..... 600 F • 32 à 44 pages..... 1000 F • 48 à 60 pages..... 1500 F • Plus de 60 pages..... 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE..... 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)..... 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

2012

17 oct. - Décret n° 2012-260/PR portant nomination d'un vice-président à l'Université de Kara.....	2
31 oct. - Décret n° 2012-262/PR portant nomination.....	2
31 oct. - Décret n° 2012-263/PR portant nomination.....	2
31 oct. - Décret n° 2012-264/PR portant nomination.....	3
31 oct. - Décret n° 2012-265/PR portant approbation de la politique nationale de la santé	3

ARRETES ET DECISIONS

2012

Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat

30 oct. - Arrêté ministériel n° 00577/MUH/SG/DGUDMHPI portant approbation et autorisation de lotissement du domaine de la collectivité Kpassra sis à Djaqlé (préfecture du Zio).....	3
--	---

Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales

20 sept. - Arrêté n° 0130/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA portant autorisation d'installation sur le territoire togolais de l'organisation étrangère dénommée : Aide et Partage Oulita Togo (A. P. O. T.).....	4
16 oct. - Arrêté n° 0135/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA portant autorisation d'installation sur le territoire togolais de l'organisation étrangère dénommée : Les Fidèles Amis Des Enfants de Kpomé Akodjamé au Togo (F. A. D. E. K. A. T.).....	5
17 oct. - Arrêté n° 0137/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA portant autorisation d'installation sur le territoire togolais de l'organisation étrangère dénommée : Haute-Marne Enfants du Togo	5

PARTIE NON OFFICIELLE

2012

30 nov. - Avis au JO règlement préventif.....	6
---	---

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS****DECRETS****DECRET N° 2012-260/PR du 17/10/2012 PORTANT
NOMINATION D'UN VICE-PRESIDENT A
L'UNIVERSITE DE KARA****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 97-14 du septembre 1997, portant statuts des Universités du Togo, modifiée notamment par la loi n° 2006-04 du 03 juillet 2006 ;

Vu la loi n° 2000-016 du 1^{er} septembre 2000 portant statut spécial du personnel enseignant de l'enseignement supérieur du Togo ;

Vu le décret n° 70-156/PR du 14 septembre 1970 portant création de l'Université du Bénin ;

Vu le décret n° 2001-049/PR du 09 mars 2001 portant changement de dénomination de l'Université du Bénin,

Vu le décret n° 99-011/PR du 21 janvier 1999 portant création de l'Université de Kara ;

Vu le décret n° 2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement, modifié par le décret n° 2012-060/PR du 24 août 2012 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : M. Adama KPODAR, professeur agrégé des universités, vice-doyen de la faculté de droit de l'Université de Lomé, est nommé vice-président de l'Université de Kara.

Art. 2 : Est abrogé le décret n° 2006-091 bis/PR du 31 août 2006 portant nomination du vice-président de l'Université de Kara.

Art. 3 : le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 17 octobre 2012

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU

Le ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
Octave Nicoué K. BROOHM

**DECRET N° 2012-262/PR du 31/10/2012 PORTANT
NOMINATION****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution de la 4^e République togolaise,

Vu le décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre,

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Le colonel KADANGHA Abalo est nommé chef d'Etat-major de l'Armée de Terre.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 17 octobre 2012

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU

**DECRET N° 2012-263/PR du 31/10/2012 PORTANT
NOMINATION****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution de la 4^e République togolaise,

Vu le décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre,

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement,

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Le colonel ARADJO Wenmiba est nommé chef d'état-major de l'Armée de l'Air.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 31 octobre 2012

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU

**DECRET N° 2012-264/PR du 31/10/2012 PORTANT
NOMINATION**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la 4^e République togolaise,

Vu le décret n° 2009-221/PR du 19 octobre 2009 portant organisation des services de la présidence de la République

DECRETE :

Article premier : Le colonel BALLI Wiyah Blakimwé, est nommé chef d'état-major particulier du président de la République.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 31 octobre 2012

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU

**DECRET N° 2012-265 /PR DU 31/10/2012 PORTANT
APPROBATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DE SANTE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la Santé,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2009-007 du 15 mai 2009 portant code de santé publique de la République togolaise ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement, modifié par le décret n° 2012-060/PR du 24 août 2012 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Est approuvée la politique nationale de santé annexée au présent décret.

Art. 2 : Le Premier ministre et le ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 31 octobre 2012

Le président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU

Le ministre de la Santé
Professeur Kondi Charles AGBA

ARRETES ET DECISIONS

**ARRETE MINISTERIEL N° 00577/ MUH/SG/DGUDMHPI
PORTANT APPROBATION ET AUTORISATION DE
LOTISSEMENT DU DOMAINE DE LA COLLECTIVITE
KPASSRA SIS A DJAGBLE (PREFECTURE DU ZIO)**

LE MINISTRE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 55-581 du 20 mai 1955 portant réorganisation de la propriété foncière et domaniale ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Vu le décret n° 77-194 du 12 octobre 1977 portant création de la direction générale de l'urbanisme et de l'habitat ;

Vu le décret n° 79-273 du 9 novembre 1979 portant délimitation des périmètres urbains des chefs-lieux de circonscriptions administratives et réglementation en matière d'urbanisme ;

Vu le décret 2010-027 bis/PR modifiant et complétant le décret n° 2007-011/ PR du 28 février 2007 portant attributions et organisation de la direction générale des impôts ;

Vu le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement modifié par le décret n° 2012-060/PR du 24 août 2012 ;

Vu le communiqué n° 0051/MUH-CAB/SG/DGUDMHPI du 12 octobre 2010 ;

Vu le rapport du directeur général de l'urbanisme, du développement municipal, de l'habitat et du patrimoine immobilier ;

ARRETE :

Article premier : Est approuvé et autorisé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le lotissement de la collectivité KPASSRA, sis à Djablé, correspondant au DUDE 5002.

Art. 2 : La zone objet dudit plan est limitée comme suit :

- Au Nord par une rue de 30 mètres ;
- Au Sud par une rue de 18 mètres ;
- A l'Ouest par des rues de 14 et 16 mètres ;
- A l'Est par deux rues de 20 mètres chacune.

Art. 3 : Toutes les dispositions réglementaires relatives à l'urbanisme et à la construction définies dans le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 susvisé, sont applicables dans cette zone notamment celles relatives à la formation des lots conformément à l'article 5 ci-dessous.

Art. 4 : En exécution de la loi n° 88-04 du 02 mai 1988 portant création de l'Ordre des Géomètres, seuls les Géomètres-Topographes agréés sont autorisés à effectuer personnellement ou sous leur responsabilité, les travaux topographiques rendus nécessaires par le plan de lotissement.

Art. 5 : Les îlots d'habitation sont composés de parcelles ayant 300 à 1000 m² de surface.

Par dérogation spéciale aux articles 41 et 42 du décret

n° 67 - 228 susvisé, les parcelles ainsi définies ne peuvent être divisées que dans le cas où les parties du tout couvrent une superficie minimum de 150 m² et ont une largeur d'au moins 5 mètres sur la voie d'accès.

Art. 6 : Toute acquisition de terrain, sous forme de lots devra se faire dans le respect des normes de dimension et de surface contenues dans l'article 5 du présent arrêté.

Art. 7 : Les acquéreurs de lots pourront obtenir le visa de leurs plans parcellaires contre une quittance attestant le règlement de la taxe calculée sur la base de 100 F/ m² et versée sur le compte de la Direction Générale de l'Urbanisme, du Développement Municipal, de l'Habitat et du Patrimoine Immobilier (DGUDMHPI).

Art. 8 : Le directeur général de l'urbanisme, du développement municipal, de l'habitat et du patrimoine immobilier, le directeur général des impôts, et le préfet du Zio sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 30 octobre 2012

Le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat

Komlan Clément NUNYABU

ARRETE N° 0130 / MATDCL-SG-DLPAP-DOCA DU 20/09/2012 PORTANT AUTORISATION D'INSTALLATION SUR LE TERRITOIRE TOGOLAIS DE L'ORGANISATION ETRANGERE DENOMMEE « AIDE ET PARTAGE OULITA TOGO » (A. P. O. T.)

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 40-484 du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le Décret n° 92-130/PMT du 27 mai 1992 fixant les conditions de coopération entre les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et le gouvernement ;

Vu le Décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le Décret n° 2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le Décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Vu la demande d'autorisation d'installation en date du 25 Septembre 2011 introduite par M. BEDOME Yao-kouma, représentant, au Togo de ladite Organisation ;

ARRETE :

Article premier : Il est accordé à l'Organisation Etrangère dénommée : « AIDE ET PARTAGE OULITA TOGO » (A. P. O. T.) dont le siège social est fixé à Nieuil l'Espoir en France, l'autorisation de s'installer sur le territoire togolais.

Art. 2 : Conformément aux but et objectifs de l'Organisation, un accord-programme arrêté par le ministère auprès du président de la République chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire complétera les présentes dispositions.

Art. 3 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 20 septembre 2012

Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et des Collectivités locales

Gilbert BAWARA

**ARRETE N°0135 / MATDCL-SG-DLPAP-DOCA DU
16 / 10 / 2012 PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION SUR LE TERRITOIRE TOGOLAIS DE
L'ORGANISATION ETRANGERE DENOMMEE « LES
FIDELES AMIS DES ENFANTS DE KPOME AKODJAME
AU TOGO » (F. A. D. E. K. A. T.)**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA
DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 40-484 du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le Décret n° 92-130/PMT du 27 mai 1992 fixant les conditions de coopération entre les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et le gouvernement ;

Vu le Décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le Décret n° 2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le Décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Vu la demande d'autorisation d'installation introduite par M. AGOGNO Sodjedo Messan représentant au Togo de ladite Organisation ;

ARRETE :

Article premier : Il est accordé à l'Organisation Etrangère dénommée : « LES FIDELES AMIS DES ENFANTS DE KPOME AKODJAME AU TOGO » (F. A. D. E. K. A. T.) dont le siège social est fixé à Strasbourg en France l'autorisation de s'installer sur le territoire togolais.

Art. 2 : Conformément aux but et objectifs de l'Organisation, un accord-programme arrêté par le ministère auprès du président de la République chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire complétera les présentes dispositions.

Art. 3 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 16 octobre 2012

Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et des Collectivités locales

Gilbert BAWARA

**ARRETE N° 0137/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA DU 17/
10/2012 PORTANT AUTORISATION D'INSTALLATION
SUR LE TERRITOIRE TOGOLAIS DE L'ORGANISATION
ETRANGERE DENOMMEE « HAUTE - MARNE ENFANTS
DU TOGO »**

**LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA
DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n°40-484 du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le Décret n° 92-130/PMT du 27 mai 1992 fixant les conditions de coopération entre les Organisations Non - Gouvernementales (ONG) et le gouvernement ;

Vu le Décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le Décret n° 2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le Décret n° 2012-051/PR du 19 juillet 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2012-056/PR du 31 juillet 2012 portant composition du gouvernement et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Vu la demande d'autorisation d'installation en date du 2 décembre 2011 introduite par Monsieur MADJANTA Alassan représentant au Togo de ladite Organisation ;

ARRETE :

Article premier : Il est accordé à l'Organisation Etrangère dénommée : « HAUTE - MARNE ENFANTS DU TOGO » dont le siège social est fixé à Mairie 52500 CORGIRNON en France, l'autorisation de s'installer sur le territoire togolais.

Art. 2 : Conformément aux but et objectifs de l'Organisation, un accord-programme arrêté par le ministère auprès du président de la République chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire complètera les présentes dispositions.

Art. 3 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 16 octobre 2012

Le ministre de l'Administration territoriale, de la
Décentralisation et des Collectivités locales

Gilbert BAWARA

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS AU JO REGLEMENT PREVENTIF

Par transcription d'office faite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) sous le numéro TG-LOM 2012 G 1 (12 DR 1) du 30/11/2012 du jugement N°3864/2012 du 16/11/2012 portant règlement préventif de la société AFRICA WEST CARGO S. A., immatriculée et harmonisée au RCCM sous le N°TG-LOM 1997 B 3208 du 24/09/1997 dont le siège social est à Lomé, le Tribunal de Première Instance de Première Classe de Lomé a rendu la décision dont la teneur suit :

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en premier ressort ;

En la forme

Reçoit la COMPAGNIE AFRICA WEST CARGO S. A. en son action régulière ;

Au fond

Homologue purement et simplement la proposition de concordat préventif présenté par la COMPAGNIE AFRICA WEST CARGO S. A. ;

Donne acte à la COMPAGNIE AFRICA WEST CARGO S. A. de poursuivre la gestion de la situation ;

Lui accorde trois(3) ans, soit (36 mois) pour payer sa dette du montant de deux milliards quarante six millions cinq cent trente cinq mille cent cinquante neuf (2.046. 535. 859) F CFA avec un délai de grâce d'un (01) an à ses créanciers ;

En conséquence, ordonne la suspension de toutes poursuites entreprises à son encontre ;

Nomme le sieur Alain BOISNARD, syndic et monsieur Ankou KOEZI, Juge au Tribunal de Lomé, Juge-Commissaire avec pour mission de suivre l'exécution du présent concordat ;

Réserve les dépens.

Les créanciers doivent produire leurs créances auprès du syndic susnommé à l'adresse suivante : 123, Rue TOGOME Quartier Ablogamé - 01 B. P. : 771 - Tél. : 99 61 09 95 / 90 94 86 50 - Lomé (Togo) - mail : alainboisnard@yahoo.fr.

A partir de la décision d'ouverture et jusqu'à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'insertion faite au présent Journal Officiel conformément aux dispositions de l'article 37 de l'acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, tous les créanciers chirographaires ou munis de sûretés composant la masse doivent, sous peine de forclusion, produire leurs créances auprès du syndic. Ce délai est de soixante jours pour les créanciers domiciliés hors du territoire national où la procédure collective a été ouverte.

La même obligation est faite au créancier qui, muni d'un titre de créance, a introduit, avant la décision d'ouverture une procédure en condamnation en vertu d'un titre ou, à défaut d'un titre, pour faire connaître son droit.

Les titulaires d'un droit de revendication doivent également produire en précisant s'ils entendent exercer leur droit de revendication. A défaut de cette précision, ils sont considérés comme créanciers chirographaires.

La production interrompt la prescription extinctive de la créance.

*Pour insertion et avis
Lomé, le 30 novembre 2012
Le greffier en Chef*